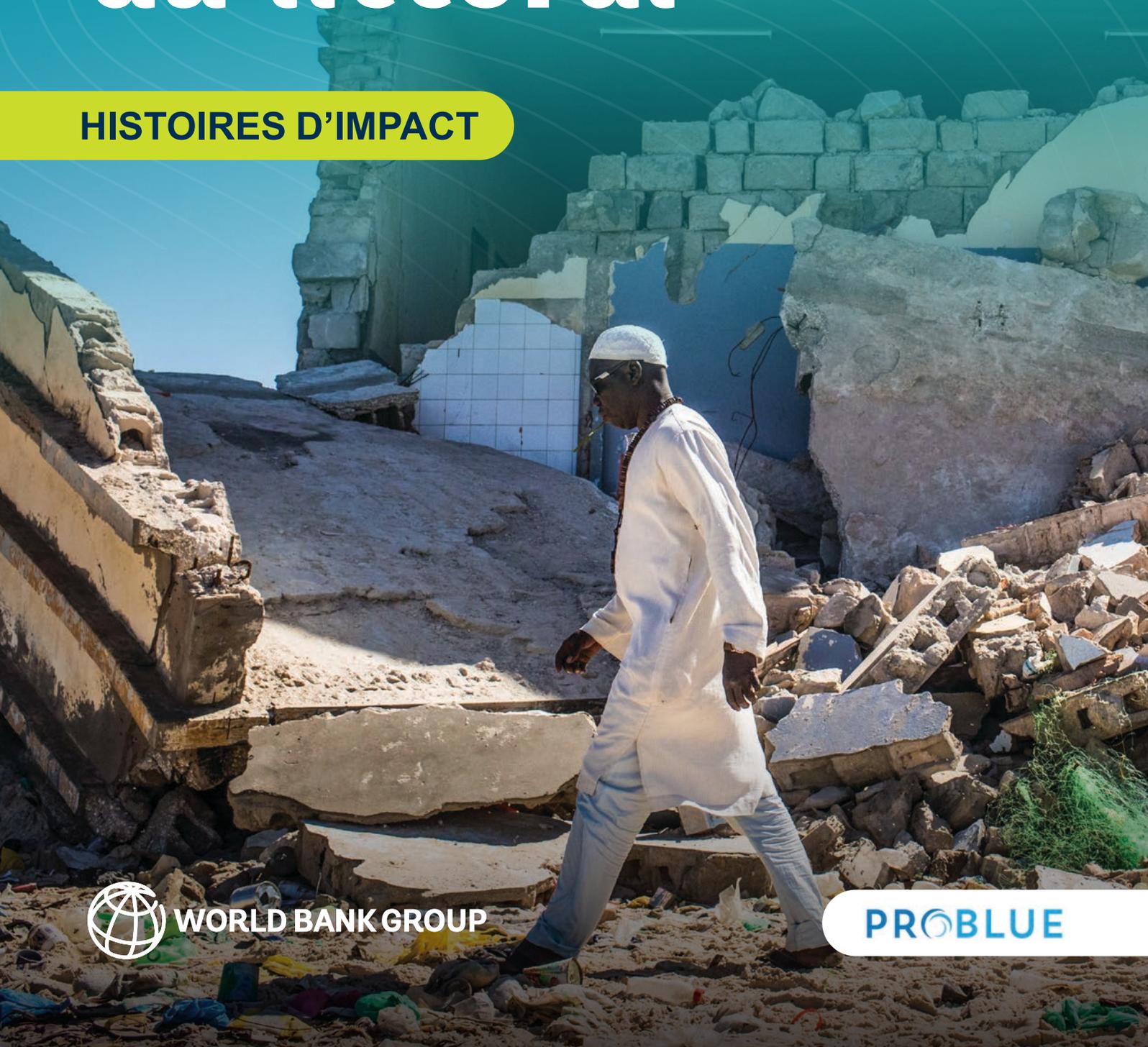




Programme de gestion
du littoral ouest-africain

Protection du littoral

HISTOIRES D'IMPACT



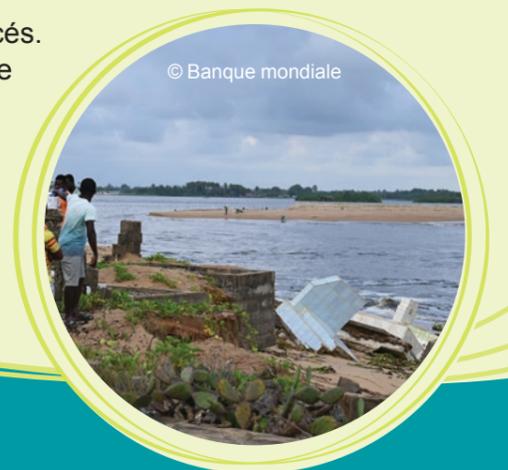
WORLD BANK GROUP

PROBLUE

Le littoral incurvé de l’Afrique de l’Ouest, plaque tournante du commerce, de la pêche, du tourisme et d’autres activités économiques, représente plus de la moitié du produit intérieur brut de la région.

C’est également une zone riche en biodiversité, qui fournit de précieux services écosystémiques tels que l’atténuation des effets du changement climatique à l’échelle mondiale (grâce aux mangroves qui capturent le carbone) et des avantages pour les communautés locales tels que les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la résilience.

Cependant, ces avantages économiques et écologiques sont menacés. Chaque année, les économies locales perdent des milliards de dollars à cause des pertes et des dommages associés à la pollution, l’érosion côtière, aux inondations et à d’autres impacts climatiques et anthropiques. Rien que pour le Bénin, la Côte d’Ivoire, le Togo et le Sénégal, les pertes se sont élevées à 3,8 milliards de dollars en 2017.



Le Programme de gestion du littoral ouest-africain

Le Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) de la Banque mondiale a été lancé en 2018 avec pour objectif de renforcer la résilience du littoral. Le programme de 630 millions de dollars travaille avec les pays pour une meilleure gestion des ressources communes en luttant contre l’érosion, les inondations et la pollution. Le projet WACA est actuellement présent dans neuf pays (le Bénin, la Côte d’Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo) mais ses interventions régionales s’étendent à l’ensemble des 17 pays de la région.

Le projet WACA est le résultat d’un effort de collaboration qui n’aurait pas été possible sans le soutien de ses partenaires financiers, de mise en œuvre et de programme. Ses 11 institutions régionales sont coordonnées par l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) afin de garantir l’harmonisation des travaux et leur appropriation par les pays bénéficiaires. La Banque mondiale et ses partenaires étudient actuellement des moyens d’étendre les résultats du programme WACA en stimulant l’économie bleue de l’Afrique afin de créer des aliments et des emplois « bleus », et de protéger les écosystèmes pour assurer leur résilience.

À propos de cette série

Financée par le Fonds nordique de développement, PROBLUE et la Banque mondiale, cette série d’articles présente les projets phares et à fort impact du programme WACA sous différents angles : de la façon dont le programme favorise l’intégration régionale et le développement social à la façon dont il **s’attaque à la pollution plastique, contribue au capital connaissances et collabore avec le secteur privé pour stimuler l’innovation**. Vous trouverez ci-dessous les liens pour consulter la série complète (voir « publications de la série »).

publications de la série

1. Intégration régionale
2. Protection du littoral
3. Investissements transfrontaliers
4. Résilience sociale

5. Élargir les financements
6. Partenariats avec le secteur privé
7. Pollution plastique marine et côtière
8. Développer le capital connaissances

Photo de couverture: © Banque mondiale

Pourquoi le Projet WACA privilégie les investissements nationaux

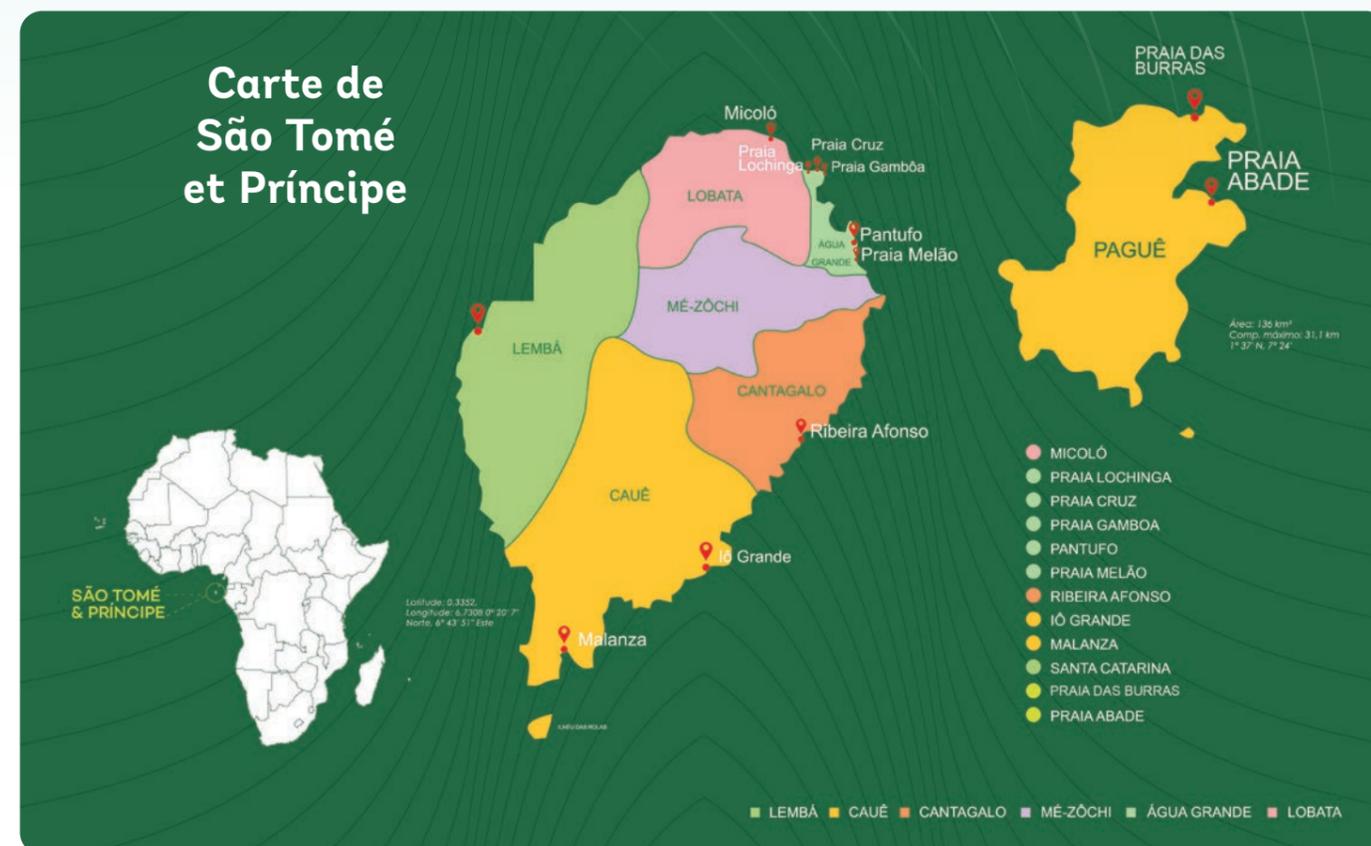
Les problèmes de développement durable et de résilience côtière sont des problèmes d’échelle. Pour relever efficacement ces défis, il faut des investissements substantiels au niveau national afin de renforcer les capacités institutionnelles et les cadres réglementaires nationaux, tirer parti des économies d’échelle lors de l’investissement dans la construction d’infrastructures physiques vertes et grises et faciliter l’apprentissage mutuel entre les zones. Une approche nationale accélère également les changements positifs en mettant en place de nouveaux modes de gestion des ressources côtières à tous les niveaux de gouvernance et dans l’ensemble du pays. En partant de cette approche, ces changements peuvent se généraliser et créer des connections, déclenchant ainsi une vague de changements positifs.

Activité Phare

Projet de réinstallation à São Tomé et Príncipe

São Tomé-et-Príncipe est un petit pays insulaire ayant à peine plus de 1 000 kilomètres carrés de superficie, situé au large de la côte occidentale de l’Afrique, dans le golfe de Guinée. Ce pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure possède la plus petite économie d’Afrique et, à l’instar de beaucoup d’autres petits États insulaires en développement (PEID), il est économiquement fragile, géographiquement isolé et très vulnérable aux chocs extérieurs. Les infrastructures et les

écosystèmes côtiers du pays sont de plus en plus touchés par le changement climatique, qui entraîne une élévation du niveau de la mer et des précipitations intenses, ainsi que par des facteurs anthropiques tels que l’urbanisation rapide et une mauvaise gestion des zones côtières. Mis ensemble, ces facteurs augmentent les risques d’érosion côtière et d’inondations plus fréquentes et plus intenses.



Carte de São Tomé et Príncipe | © Banque mondiale 2023.

Les inondations constituent une préoccupation particulièrement importante dans les quartiers informels situés le long du littoral de São Tomé-et-Príncipe, où vivent jusqu'à 53 % de la population urbaine totale (soit plus de 85 000 personnes), souvent dans des habitations construites avec des planches de bois provenant de la coupe d'arbres dans les forêts voisines et élevées sur des briques en ciment. Avec l'augmentation quotidienne du nombre de personnes

qui migrent vers la côte, la pression exercée sur les forêts du pays pour le bois, sur les infrastructures économiques pour l'eau, l'assainissement et l'énergie ne cesse d'augmenter. Dans ces zones d'habitat informel, les inondations font des ravages considérables et pèsent lourdement sur la santé, la sécurité alimentaire et de l'eau douce, ainsi que sur les moyens de subsistance.



Une maison typique de l'habitat informel à São Tomé et Príncipe

© Banque mondiale

Les inondations touchent également des secteurs économiques clés tels que l'agriculture et la pêche, et le pays a perdu 1,6 % de son PIB en 2020. En supposant que les tendances actuelles se poursuivent, les pertes dues aux inondations pourraient atteindre 2,2 % en 2050 et 3,3 % en 2080 par rapport au niveau de référence de 2020.

En moyenne, environ 30 000 personnes, soit 13% de la population, sont touchées par les inondations chaque année. Ce chiffre devrait passer à 37 000 personnes à l'horizon 2080.

La contribution du programme WACA à la recherche de solutions

Entre 2018 et 2023, le Projet national d'investissement dans la résilience (ResIP 1) de WACA a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement de Sao Tomé-et-Príncipe pour renforcer la résilience le long des côtes du pays, en ciblant 12 communautés informelles à risque. L'investissement de 15 millions de dollars a bénéficié à plus de 200 000 personnes et s'est concentré sur :

- **Le renforcement des capacités institutionnelles et juridiques de l'État**, notamment en mettant en place un système national d'alerte précoce, en renforçant la capacité de l'État à prévenir les catastrophes, à y faire face et à prévenir l'érosion, et en élaborant des mesures de sécurité en mer pour les pêcheurs artisanaux.
- **La responsabilisation de 12 communautés ciblées pour établir des comités locaux de gestion des risques.** Ces comités permettent aux communautés de mieux gérer leurs ressources naturelles, notamment en restaurant 4 hectares d'écosystèmes de mangroves, et de faire face aux risques climatiques.
- **La construction d'infrastructures** résistantes aux chocs climatiques telles que brise-lames, digues et revêtements rocheux.
- **La création de zones d'expansion sûres et la réinstallation volontaire des ménages à haut risque** (voir encadré page 5).

Prochaines étapes

Avec le soutien de la Banque mondiale, le gouvernement de Sao Tomé-et-Príncipe prépare actuellement une deuxième phase du programme WACA, **WACA+ qui met l'accent sur l'économie bleue**, en promouvant le tourisme durable et les investissements dans l'économie bleue. Le programme WACA+ comprendra des investissements supplémentaires pour transformer des zones d'expansion sûres en pôles de croissance durable. Il appuiera également la création de nouveaux logements, d'infrastructures sociales et d'espaces verts, tels que des parcs, en utilisant des techniques de construction et des matériaux de substitution qui ne nuisent pas à l'environnement.

Petit État insulaire se trouvant en première ligne de la crise climatique mondiale, les solutions innovantes adoptées à Sao Tomé-et-Príncipe pourraient inspirer d'autres communautés côtières confrontées à des défis similaires. Il s'agit d'un appel à une action commune pour faire la différence ensemble.



© Banque mondiale

« Avant, la mer envahissait nos maisons et déferlait sur la route, mais maintenant ce n'est plus le cas grâce à la barrière. »

– Valdynácia Barros, une vendeuse de poisson à Micoló, dans le district de Lobata.

La maison de Valdynácia est proche de la plage, et les débordements fréquents de la mer inondaient sa maison, allant jusqu'à la route située à proximité. La barrière est une digue qui a été construite dans le cadre d'un projet de WACA visant à construire des logements et une école dans une zone d'expansion sûre à Micoló.

Travailler ensemble pour identifier les zones d'expansion et déplacer les maisons à risque

Avec l'appui de la Banque mondiale, le gouvernement de Sao Tomé-et-Príncipe a travaillé avec six communautés cibles pour identifier les zones où elles pourraient s'installer en toute sécurité et les habitations qui devraient être déplacées pour éviter d'être ravagées par les inondations.

Les communautés ont participé activement à l'identification de zones d'expansion sûres à proximité de leurs habitations en utilisant les cartes des risques d'inondation des quartiers que la Banque mondiale avait élaborées dans le cadre d'un projet antérieur. Ces cartes indiquaient à la fois les zones à haut risque d'inondation et les zones sûres.

Cette approche collaborative a permis aux communautés de préserver leurs moyens de subsistance traditionnels et leurs liens sociaux. Les communautés ont également identifié ensemble les ménages les plus défavorisés et les plus vulnérables aux inondations. Ces informations ont été utilisées pour déterminer quels ménages devraient être relogés en priorité dans des zones plus sûres.

Au total, sept zones d'expansion sécurisées ont été créées dans six communautés, et plus de 70 logements et trois écoles ont été construits, pour le bénéfice direct de près de 350 personnes. Beaucoup plus de personnes ont bénéficié indirectement d'un emploi et d'un accès à des services améliorés, notamment les 320 élèves qui devraient bénéficier d'écoles chaque année.



Malanza avant (à gauche) et après (à droite). Le projet de zone d'expansion sécurisée a permis d'identifier les logements vulnérables à relocaliser ; Malanza est l'une des communautés cibles. | © Banque mondiale

Autres initiatives modèles



1 Des solutions basées sur la nature pour faire face aux inondations et aux ondes de tempête en Mauritanie

Le défi Bien qu'étant un des pays les moins densément peuplés au monde, la Mauritanie a connu une croissance démographique rapide au cours des 60 dernières années. Nouakchott, la capitale côtière, compte plus d'un million d'habitants, soit 26 % de la population. Le littoral du pays, qui s'étend sur 754 kilomètres, abrite deux parcs nationaux et toute une gamme d'activités économiques, dont l'exploitation des hydrocarbures et la pêche. Cependant, la croissance urbaine et l'industrialisation, conjuguées à une mauvaise gestion du littoral, mettent en péril les précieux écosystèmes côtiers du pays. C'est surtout, l'extraction du sable des dunes pour la construction qui affaiblit les barrières côtières naturelles, exposant les populations locales à des risques de brèches dans les dunes avec les inondations et l'érosion qui s'ensuivent. Cette situation est très préoccupante à Nouakchott, qui est en partie située sous le niveau de la mer et est particulièrement vulnérable aux inondations, surtout à cause des ondes de tempête qui deviennent de plus en plus violentes en raison de l'élévation du niveau de la mer.

La solution Le programme WACA soutient un projet de solutions fondées sur la nature qui consiste à utiliser des moyens mécaniques et biologiques pour stabiliser la ceinture de dunes de Nouakchott et renforcer son rôle défensif en favorisant l'utilisation d'essences et de matériaux locaux (comme le bois de sesuvium et de typha). Le partage des connaissances et des meilleures pratiques par les instituts de recherche nationaux et des projets similaires au Sénégal et en France est un élément clé du projet.



Le typha, qui était utilisé pour stabiliser les dunes de la Langue de Barbarie à Saint-Louis (Sénégal), a trouvé une utilisation similaire à Nouakchott.



2 Prévenir la submersion marine de villages côtiers de pêcheurs en Côte d'Ivoire

Le défi Près des deux tiers des 550 km de côte de la Côte d'Ivoire sont exposés aux ondes de tempête et à l'érosion dues aux forts courants du golfe de Guinée, qui déplacent du sable et d'autres sédiments le long du littoral. Ce phénomène est aggravé par les activités humaines telles que l'extraction de sable, la construction de ports et le déboisement des mangroves. Cette situation est préoccupante pour le pays, dont environ 60 % du PIB réel provient de son littoral. Plus de 35 % de la population ivoirienne vivent également sur le littoral.

Cinq zones critiques pour l'érosion côtière ont été identifiées le long du littoral ivoirien, à savoir Grand-Lahou, San-Pédro, Port-Bouët, Grand-Bassam et Assinie-Mafia. Grand-Lahou est une ville côtière située à 150 km à l'ouest de la capitale, là où le fleuve Bandama se jette dans l'océan Atlantique. L'érosion côtière, exacerbée par le changement climatique, a entraîné une migration progressive de l'embouchure du fleuve Bandama vers l'ouest, pendant les dernières décennies, exposant la communauté locale de pêcheurs de Lahou Kpanda à un risque de submersion marine au cours de la prochaine décennie.

La solution En 2024, le WACA ResIP lance un projet à Grand-Lahou pour rétablir et renforcer l'embouchure du fleuve Bandama à son emplacement historique de 1952, tout en colmatant l'ouverture actuelle entre le fleuve et la mer. Sur le front de mer, le réapprovisionnement des plages s'effectuera en cas de besoin et de la végétation sera plantée pour stabiliser la barrière côtière. Les voies d'eau de la lagune seront également draguées afin d'améliorer la navigation des usagers locaux et du Centre professionnel de pêche, favorisant ainsi le développement socioéconomique de la communauté. Le projet fait appel à la population locale et aux acteurs locaux pour surveiller l'embouchure et les cours d'eau remis en état et les entretenir à l'aide de matériaux locaux. Tous les travaux sont effectués sur la base d'études techniques approfondies.



3 Protéger le patrimoine culturel contre les risques côtiers au Sénégal

Le défi Selon les projections, jusqu'à 75% des 718 km de côte du Sénégal seront exposés à l'érosion en raison de l'élévation du niveau de la mer d'ici 2080, contre 25 % aujourd'hui. Le littoral sénégalais abrite actuellement 7,8 millions d'habitants, soit 52 % de la population, et contribue à 68 % du PIB du pays grâce à l'industrie, la pêche, le tourisme et d'autres activités économiques. La zone est également un pôle agricole, produisant 70 % des légumes consommés dans le pays, et abrite d'importants écosystèmes tels que des zones humides et des mangroves. L'érosion due à l'élévation du niveau de la mer, associée à la salinisation de l'eau et des sols, et l'urbanisation rapide, risquent de limiter ces avantages.

L'élévation du niveau de la mer est particulièrement préoccupante à Gorée, une petite île au large de Dakar qui compte environ 2 100 habitants d'origines ethniques et culturelles diverses. Les activités économiques les plus importantes de l'île sont la pêche, le transport maritime, le tourisme et l'artisanat. En tant que site déclaré patrimoine mondial de l'UNESCO, Gorée possède plusieurs édifices historiques, éducatifs et religieux importants. Avec 70 % du littoral de l'île vulnérable à l'érosion et à l'élévation du niveau de la mer, ces trésors sont fortement menacés.

La solution Avec l'appui du WACA, les habitants de l'île de Gorée ont élaboré ensemble un plan pour réduire l'impact des aléas côtiers. Dans le cadre de ce plan, environ 1,3 km de digues circulaires seront construites sur les façades est et ouest de l'île, la construction devrait s'achever en début 2025. Ces travaux protégeront des structures importantes de l'île telles que la mosquée, le fort, l'école et la Maison des Esclaves chargée d'histoire. Ces structures ont une grande valeur culturelle et certaines d'entre elles, comme l'école, sont encore utilisées.



Perspectives

Pérenniser et élargir l'impact

Le projet WACA a jeté les bases d'une gestion intégrée des côtes ouest-africaines en améliorant les cadres institutionnels et réglementaires et en allouant des financements aux zones gravement touchées et menacées par l'érosion côtière, les inondations et la pollution. Cependant, les besoins sont considérables, et la Banque mondiale s'efforce de soutenir et d'étendre ses efforts pour développer une économie bleue durable dans la région afin de soutenir les objectifs de sécurité alimentaire, de création d'emplois et de moyens de subsistance, et de gestion des écosystèmes pour la résilience climatique.

Nous remercions particulièrement nos partenaires qui ont rendu le programme WACA possible

L'Agence Française de Développement, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Agence spatiale européenne, le Fonds français pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'environnement Mondial, le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement, le Mécanisme mondial de financement des infrastructures, le Programme Mondial pour le développement durable, la Société financière internationale (SFI), Invest International, le Fonds de partenariat Corée-Banque mondiale, le ministère de la Transition écologique et solidaire (France), le Mécanisme de soutien aux contributions déterminées au niveau national (CND), le Fonds nordique de développement, le Mécanisme consultatif pour le renforcement des infrastructures par des partenariats public-privé (PPIAF), le Mécanisme de conseil à l'appui de la formation de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures, l'Agence espagnole de coopération Internationale pour le développement (AECID), et le Groupe de la Banque mondiale.



Nordic Development Fund



